

## Recherches sociographiques



Claude TRUDEL, *Histoire du ministère de la culture (1961-2021)*,  
Montréal, Éditions Boréal, collection « Documents », 2021,  
324 p.

Gilles Pronovost

Volume 62, Number 2, May–September 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1084941ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1084941ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pronovost, G. (2021). Review of [Claude TRUDEL, *Histoire du ministère de la culture (1961-2021)*, Montréal, Éditions Boréal, collection « Documents », 2021, 324 p.] *Recherches sociographiques*, 62(2), 478–479.  
<https://doi.org/10.7202/1084941ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

trame principale dans le réformisme étatique et l'affirmation francophone. Mais l'élan collectif et partagé que l'on aime y percevoir cache d'intenses conflits entre différentes visions portées par autant de groupes d'acteurs.

Le dernier chapitre, plus essayiste, propose une rétrospective des vingt dernières années avec, à la clé, l'hypothèse d'une « conversion » encore floue de la société québécoise vers une nouvelle référence commune. Cette évolution se signifierait, notamment, par un processus de « décolonisation confiante » (p. 272) de l'imaginaire de la jeunesse québécoise. Cette dernière, libérée de la « dramatique franco-québécoise », refocaliserait ses intérêts et ses ambitions sur d'autres enjeux liés à l'enrichissement collectif et à la justice distributive. Sur le fond des choses, elle aurait substitué à l'idée d'indépendance, captive des écussons classiques d'unité, de cohésion, de cadres et de recentrement, celle de l'« interdépendance », davantage axée sur les entrecroisements, la circulation, l'imbrication et la communication. D'où son inclination plus forte vers la question sociale, vers un usage décomplexé de l'anglais ou encore vers l'interculturalisme comme « passage fructueux vers l'avenir ». D'où son ralliement, aussi, à l'idée d'une « postnationalisation sereine », corollaire d'une « québécity globale franchement assumée et dégagée de ses traits de québécity » (p. 293).

Si l'on partage volontiers les tenants de l'analyse proposée par Létourneau dans cet ultime chapitre qui offre une coupe transversale plutôt convaincante de la génération Z, on est moins tenté d'en accréditer tous les aboutissants. En effet, difficile de ne pas voir, derrière cette « décolonisation confiante », une autre itération de la « permanence tranquille » dont parlait Pierre Vadeboncoeur, pour qui la confiance un peu hors du temps des Québécois envers leur avenir n'était, au fond, que la manifestation d'une déprise par rapport à la dure réalité que commande leur situation minoritaire fragile en Amérique du Nord. Ce panache que Létourneau semble percevoir avec optimisme dans les jeunes cohortes ne serait-il pas, au fond, illusoire? Leur désir d'émancipation pourra-t-il réellement, à terme, se passer d'une réflexion de fond sur la question du *régime politique*, seul levier capable d'en aménager les conditions de possibilités par-devant les forces du marché et leur grande mystification (néo)libérale?

François-Olivier DORAIS

Université du Québec à Chicoutimi  
Francois-Olivier\_Dorais@uqac.ca

Claude TRUDEL, *Histoire du ministère de la culture (1961-2021)*, Montréal, Éditions Boréal, collection « Documents », 2021, 324 p.

Le titre est trompeur puisque le livre porte non pas sur le ministère mais bien sur les *ministres* de la culture. Et il ne s'agit pas d'une histoire mais d'un *essai*, voire de *mémoires* et de souvenirs. L'auteur, Claude Trudel, a été sous-ministre pendant quelques années, un temps député et, à ces titres, a côtoyé de nombreuses personnalités politiques. Il a exercé lui-même des fonctions administratives et politiques

au niveau municipal. Conscient de la portée de son témoignage, il écrit d'ailleurs : « On pourra discuter de mes choix, contester mes jugements, rejeter mes conclusions, d'autant plus qu'ils ne s'appuient sur rien d'autre que mon opinion, fruit d'une fréquentation de plus de soixante ans du milieu culturel québécois et de ses acteurs » (p. 12). Ces mémoires sont enrichis d'entrevues, de consultation de documents publics, des débats parlementaires et d'extraits de journaux.

On ne doit donc pas s'attendre à une véritable mise en contexte économique et socio-historique de l'évolution du ministère au sein de la société québécoise. La périodisation est simplement calquée sur les événements qui se sont produits au sein de l'institution et sur le profil et les actions des divers ministres qui se sont succédé. Ainsi on distingue quatre périodes historiques, « qui correspondent commodément à autant de changements gouvernementaux » : mise en place des institutions nationales (1965-1976); consolidation (1976-1994); politiques culturelles sectorielles (1994-2007); « de nouvelles voies pour la culture » (2008-2021).

Claude Trudel s'attache à l'histoire personnelle de chacun des ministres de la culture. Il décrit ce qui lui semble leurs véritables intentions, leurs convictions. Il fait état de leurs principales réalisations et de leurs échecs. Il distribue à tout vent jugements, commentaires, reproches et louanges. S'il résiste à quelque classement ou hiérarchie, il affiche nettement ses préférences pour trois d'entre eux : Georges Lapalme, Jean-Paul L'Allier et Liza Frulla. Les « facteurs de succès » d'un ministre, explique-t-il, « ce qui distingue les bons ministres des moins bons » (p. 308), seraient la confiance accordée par le premier ministre, l'intérêt que celui-ci porte à la culture ainsi que la durée des fonctions de chacun des ministres de la culture. Qui dit mieux?

Il s'agit donc d'une sorte de rétrospective « de l'intérieur », dont la plupart des ressorts sont déjà connus, et qui s'en tient à décrire quelques grands événements qui ont marqué la politique culturelle, mais aussi : la politique partisane, les circonstances du moment, les aléas de la carrière politique de certains. Son explication des changements survenus au sein du ministère est tout entière calquée sur les événements.

On ne peut demander à cet ouvrage centré sur la seule personnalité des ministres ce qu'il ne peut livrer : un bilan des politiques culturelles, leur mise en perspective avec l'évolution des politiques culturelles en Occident, le rôle véritable qu'a joué le ministère dans l'évolution de la culture et des arts au Québec. Les efforts importants pour doter le Québec d'instrument de connaissance et d'analyse sur les transformations de l'offre culturelle, sur les comportements culturels, sur la gouvernance, tout cela aussi est occulté. On oubliera donc la distance critique et la mise en perspective historique.

Gilles Pronovost

*Université du Québec à Trois-Rivières*  
*Gilles.Pronovost@uqtr.ca*